

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.—U., \$3.50.

Tout semestre commencé se paie en entier.

On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 31.

JEUDI, 3 AOUT 1882

Prix du numéro : 7 centims.—Annonces, la ligne : 10 centims

Toute communication doit être affranchie.

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par un bon sur la poste.

## AVIS

L'administration de *L'Opinion Publique* fait appel aux abonnés retardataires et les prie de payer ce qu'ils doivent dans le plus bref délai. Elle regretterait d'user de sévérité à l'égard de ceux qui ne répondraient pas à cet appel. Les améliorations qui ont été faites à ce journal ont demandé et demandent tous les jours beaucoup de dépenses. Les abonnés en tiendront compte à l'Administration, elle ose l'espérer.

*L'Opinion Publique* est une publication nationale qui mérite d'être encouragée. Ses nouveaux propriétaires feront tous les efforts possibles pour répondre au désir de tous ceux qui leur donneront leur patronage. Rien n'est changé quant aux conditions d'abonnement : Pour le Canada, \$3.00 par an ; pour les Etats-Unis, \$3.50.

S'adresser à la CIE LITHOGRAPHIQUE BURLAND, Bureaux de *L'Opinion Publique*, 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

## LE GOUVERNEMENT

### QU'IL FAUT À L'IRLANDE

On peut ne pas partager les idées de M. Goldwin Smith—c'est même assez difficile—mais on ne peut sans injustice refuser d'admirer sa façon de dire. Cet ancien professeur de l'Université d'Oxford, qui est venu se fixer à Toronto, est une des plumes les plus alertes des revues anglaises qui, comme presque toutes les revues du monde, semblent se faire une spécialité de la lourdeur dans le style, ce qui donne à plus d'une un air profond.

Le *Nineteenth Century* vient de publier de M. Goldwin Smith un remarquable article sur l'Irlande, en réponse à M. Justin Macarthy, qui prétend que l'on devrait essayer, dans la Grande-Bretagne, une fédération modelée sur celle du Canada. Cette proposition a fait bondir notre professeur ; elle ne lui agréait pas le fait bon dir du monde et il s'efforce de démontrer qu'un tel régime ne mènerait qu'à des désenchantements.

C'est l'adresse à la Reine proposée par M. Costigan, à la dernière session, pour prier Sa Majesté de faire droit aux réclamations des Irlandais, qui a fait naître ce débat. M. Goldwin Smith s'efforce d'affaiblir la portée de ce document voté à l'unanimité aux Communes et presque avec le même résultat au Sénat, cinq sénateurs seulement s'inscrivant à l'encontre de la majorité. Il fait remarquer que nous étions alors à la veille des élections et que si l'on s'est apitoyé à droite comme à gauche sur les malheurs de l'Irlande, c'est que les deux partis en Chambre voulaient capter les suffrages des Irlandais pour la prochaine lutte ou tout au moins ne rien faire pour le perdre. M. Goldwin Smith va bien loin ; l'Irlande compte au Canada trop d'amis pour que l'on puisse accuser nos députés d'avoir manœuvré uniquement en vue des élections.

L'ex-professeur d'Oxford émet l'opinion que le régime qui fonctionne si bien au Canada, ne saurait réussir dans la Grande-Bretagne, parce que dans une fédération, il faut que les états fédérés soient à peu près de la même force ou tout au moins que l'un d'entre eux n'ait pas une prépondérance extraordinaire. C'est ce qui existerait advenant la création de trois parlements dans la Grande-Bretagne : celui de l'Angleterre serait toujours trop puissant, trop riche pour ceux de l'Irlande et de l'Ecosse. Nous espérons qu'à son retour à Toronto, M. Goldwin Smith fera valoir cette opinion—que nous partageons de tous points—pour le plus grand bien de ceux de ses nouveaux concitoyens d'Ontario qui voudraient voir cette province figurer dans la Confédération avec des proportions colossales de nature à

alarmer et à effrayer les autres provinces confédérées !

C'est à notre sens l'argument le plus sérieux contre le *Home Rule*. Nous ne pouvons guère le suivre lorsqu'il prétend que le régime parlementaire n'est pas fait pour l'Irlande, que si le Parlement de Dublin revoyait le jour, il serait de suite en antagonisme avec celui de Westminster. Autre grande objection, ce dernier pays n'est pas susceptible de se gouverner lui-même.

M. Goldwin Smith parle avec dédain et une grande morgue de l'Irlande comme du reste de tout le monde. C'est un homme qui se croit un esprit large, mais qui a cependant ses petits côtés. Il estime qu'il n'y a que les Anglais sous le ciel qui valent quelque chose, et que parmi ceux-ci, les seuls protestants. C'est ce qui lui fait traiter l'Irlande d'une façon si cavalière. On propose un remède aux maux de ce pays. Il le repousse comme inutile, mais il se garde bien d'en suggérer un autre ou même de se donner la peine de voir si le *Home Rule* ne vaudrait pas mieux que le régime actuel. Il ne lui vient pas à l'idée de constater l'état de l'Irlande ; c'est un souci qui, évidemment, ne le dévore pas. Cependant, toute la question qu'il discute est là. Il se peut que le *Home Rule* ne soit pas un régime parfait, mais le régime actuel est loin de l'être. Puisqu'il ne s'agit que d'un bien relatif, il importe de savoir lequel approcherait le plus de la perfection. M. Goldwin Smith croit évidemment que cela n'en vaut pas la peine : il n'y a que l'avenir des Irlandais en jeu. Quoi ! s'occuper des Irlandais, peuple plus maltraité que les anciens serfs de Russie ; mais ce ne sont pas des Anglais et ce sont des catholiques, et leurs oppresseurs sont des protestants ! Il a l'air de croire que tout acte de justice qu'on rendrait aux fermiers, pourrait diminuer l'arbitraire et la tyrannie des seconds. Il est sans doute de l'opinion de Palmerston, qui ne voulut jamais écouter les plaintes des fermiers irlandais, parce qu'il craignait de toucher aux droits des propriétaires. *Tenant's rights*, disait-il, *is landlord's wrong*. Il se tirait d'affaire avec un bon mot, et les hommes d'état qui traitent aussi légèrement les questions dont dépend le bonheur ou le malheur des peuples, ne sont pas à coup sûr des hommes de cœur.

Au régime que l'on propose, c'est-à-dire à une fédération, M. Goldwin préférerait une séparation pure et simple. Alors l'Angleterre pourrait traiter l'Irlande en ennemie, interdire aux Irlandais l'entrée des villes anglaises où ils viennent gâter la classe ouvrière. Pas d'union possible avec une population de paysans dirigés, dit-il, par un clergé qui ne saurait lui enseigner ni la prévoyance, ni les moyens d'amasser de la fortune, ce qui nous paraît difficile étant donné la position des Irlandais vis-à-vis les propriétaires. Donc il lui faut l'Irlande traitée en pays conquis, ou la séparation complète. Il n'est pas à coup sûr l'homme des demi-mesures.

Il était de mode, il y a quelques vingt ans, en Angleterre, surtout parmi les politiciens de l'école de M. Smith, de plaindre les peuples du continent qui ne jouissaient pas du régime constitutionnel. Que d'intrigues ne nouèrent-ils pas alors pour favoriser le mouvement populaire ou plutôt révolutionnaire qui agitait toute l'Europe ! On voulait imposer le régime anglais aux Etats Pontificaux, à Naples, au grand duché de Toscane, c'était écrit ; un peuple qui se respectait devait avoir son imitation du régime que nous connaissons. Il avait plein succès en Angleterre, donc il devait convenir à tous les autres pays, selon l'axiome *what is sauce for the goose is sauce for the gander* : les Anglais adorent le *rosbif*, c'est une raison pour que les Italiens l'aiment, quoiqu'ils raffolent de macaroni. La logique en était arrivée là en ce temps de lumière. Depuis que les Irlandais réclament cette panacée à leur propre usage, on a découvert en Angleterre, comme M. Smith vient de s'en apercevoir, que les gouvernements sont faits pour les peuples et non les peuples pour les gouvernements ; que ceux-ci doivent s'adapter aux tempéraments, aux mœurs, aux traditions d'une nation, et être l'œuvre lente du temps. Ils doivent même dépendre un peu de la position du pays ; il est évident que l'Angleterre, puissance maritime, sans voisins, protégée par l'Océan, a moins besoin d'une concentration de pouvoirs qu'un pays comme la France, environné de voisins belliqueux. La vérité se fait aujourd'hui sur cette question comme

sur bien d'autres, en Angleterre, l'intérêt et le sentiment de conservation aidant. On n'en estime pas moins le régime constitutionnel, mais pour les Anglais seulement, et on a cessé de le regarder comme un omniscure à l'usage de l'univers malade.

A. D. DECELLES.

## AFFAIRES D'ÉGYPTE

Il est écrit—c'est le cas ou jamais de se servir de cette expression musulmane—que les affaires d'Égypte sont destinées à embrouiller celles de l'Europe. M. de Freycinet vient de résigner parce que la Chambre a refusé de voter le crédit qu'il demandait pour parer à tout événement en Afrique.

Qui le remplacera ? On parle de Léon Say, qui faisait partie du défunt ministère. Mais cet homme d'état ne représente que les idées de M. de Freycinet.

À la suite du vote dont nous venons de parler, la flotte française a reçu ordre de se retirer des eaux égyptiennes.

En Angleterre, tout n'est pas rose pour M. Gladstone ; le bill concernant l'Irlande menace de le mettre en conflit avec la Chambre des Lords et, d'un autre côté, l'Allemagne montre les grosses dents au sujet de l'expédition en Égypte. C'est évident que nous ne savons pas le dernier mot des complications actuelles.

## LE NOUVEAU CABINET PROVINCIAL

Le personnel du nouveau ministère est composé comme suit :

Honorable M. Mousseau, premier ministre et procureur-général ;

Honorable M. Wurtele, trésorier ;

Honorable M. Lynch, commissaire des terres de la Couronne ;

Honorable M. Dionne, ministre des travaux publics ;

Honorable M. Starnes, ministre des chemins de fer ;

Honorable M. Blanchet, secrétaire provincial.

## CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 26 juillet 1882.

Aucun événement digne de notre attention n'est venu cette semaine nous distraire de cette fastidieuse question égyptienne, qui déconcerte les esprits les plus sérieux et rend les puissances européennes plus circonspectes que des sphynx de granit.

Cet Arabi-Pacha, qu'on n'a pas d'abord voulu prendre au sérieux, montre en ce moment ce dont il est capable.

Il n'a pas la majesté de Mahomet, ni le génie militaire d'Abd-el-Kader, ni la folle impétuosité de Mourad, qui osa se mesurer avec Bonaparte.

Arabi n'est qu'un chef de bédouins, une espèce de vautour altéré de carnage, assisté d'autres oiseaux de proie qui tourbillonnent autour de lui et volent... tout ce qu'ils peuvent trouver.

Lorsqu'une fois on s'emballe dans le casse-cou égyptien, on ne peut plus en sortir : On tombe d'Arabi-Pacha en France, et du Caire dans le Nil.

Pour terminer sa période, on monte sur les Pyramides, et après avoir escaladé quarante siècles, on retombe dans nos temps modernes à cheval sur Cambyse.

Quand on enfourche ce dada, surtout par cette chaleur, on devient aussi féroce qu'Arabi. Changeons de sujet.

\* \* \*

L'Égypte, l'Égypte toujours... Je ne vois que minarets, bazars, ulémas et derviches !...

L'Hudson, qui se paillette d'or sous les baisers ardents du soleil, me fait l'effet du majestueux Nil ; la baie de New-York, qui ouvre ses grands bras à tous les vaisseaux du monde, ne puis-je pas me figurer que c'est la baie d'Alexandrie ?